



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

CTL  
Renault  
Lardy

*l'étincelle*

Contact : [ecrire@npa2009.org](mailto:ecrire@npa2009.org)

Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : [cr@convergencesrevolutionnaires.org](mailto:cr@convergencesrevolutionnaires.org)

Mardi 10 mai 2016

## **Après le 49.3, la balle est toujours dans notre camp !**

Manuel Valls a finalement dégainé le 49.3 sans passer par les palabres parlementaires habituelles. D'un côté, la droite était embarrassée à l'occasion de cette loi dont même Sarkozy n'avait pas osé rêver. De l'autre, quelques frondeurs du PS tentaient de ménager leur avenir politique (et électoral) en ne se mouillant pas trop derrière un gouvernement détesté. Mais trêve de théâtre parlementaire, les vrais dirigeants de ce pays, grandes entreprises et le MEDEF de Gattaz ont dicté la marche à suivre. « Le 49.3 tu utiliseras », et ni une ni deux, Manuel Valls, comme un chien aux basques du patronat, l'a fait valoir hier.

### **Une loi qui passe, ça se retire !**

L'épisode parlementaire a donc été de courte durée. Mais 49-3 ou pas, cela ne changerait pas grand-chose pour les travailleurs. En 2006, Chirac avait bien dû remballer son 'Contrat première embauche' devant la mobilisation de la jeunesse et des salariés, après avoir utilisé le 49-3 pour l'imposer et après même avoir promulgué la loi. Hier soir, quelques centaines de personnes n'attendaient pas pour se rassembler devant l'Assemblée pour dire que la lutte continue !

« *La vraie démocratie, elle est ici* » ont souvent scandé les jeunes dans les nombreuses manifestations contre la loi Travail qui se tiennent depuis plus de deux mois.

Oui, quand le monde du travail, quand la jeunesse se mêlent des affaires qui les concernent en descendant dans la rue, en faisant grève, en s'organisant, en étudiant les mauvais coups que les gouvernements et patrons nous préparent et en réfléchissant à comment y répondre, c'est infiniment plus démocratique.

Bien mieux que de laisser notre sort à nos prétendus représentants que nous aurions élus il y a quatre ans parmi les différents candidats à gérer les affaires de la bourgeoisie. La « démocratie » des gouvernants a sacrément l'odeur des gaz lacrymogènes et le goût des matraques et de la répression. La violence et les casseurs, il faut les rechercher du côté des puissants : du côté du Medef et de son gouvernement.

### **Comment gagner ?**

Bien sûr, pour en finir avec cette loi anti-travailleurs, la mobilisation devrait monter d'un cran. Au-delà de journées d'action espacées, il faudrait que de larges secteurs du monde du travail

entrent en grève, pour menacer les affaires des patrons du Medef et les toucher au portefeuille.

Ce mardi 10 mai, les cheminots sont à nouveau dans les rues de Paris pour manifester contre les attaques du gouvernement et de leur direction (le 'Décret socle', c'est un peu leur loi Travail). Mais après les grèves de 24 heures du 9 mars, du 31 mars, du 26 avril, beaucoup d'entre eux disent qu'il serait vraiment temps de passer à la vitesse supérieure et qu'il ne suffira pas d'accumuler des journées de grève espacées. Sauf que leurs directions syndicales font la sourde oreille.

Les routiers sont appelés, par leurs syndicats CGT et FO, à une grève illimitée à partir du 16 mai. Des manifestations sont prévues ce jeudi 12 mai par les organisations syndicales.

Oui, il faut continuer à se mobiliser contre la loi Travail, saisir toutes les occasions de se faire entendre, et préparer la suite.

### **L'expérience accumulée en deux mois de mobilisations sera précieuse**

C'est en luttant tous ensemble, en joignant les mobilisations de tous les secteurs, du public et du privé, de la jeunesse et des travailleurs, que l'on pourrait construire une force suffisante. C'est en nous organisant à la base et en nous coordonnant que nous pouvons gagner. Les étudiants qui ont cherché le contact avec les salariés ont bien raison. **Les Nuit debout qui se sont développées dans de nombreuses villes du pays, y compris certaines petites, ont le mérite de maintenir vive, soir après soir depuis le 31 mars, la contestation. Mais elles permettent aussi de regrouper ceux qui ont envie de faire remballer la loi Travail au gouvernement, et pourraient servir de cadre pour préparer le combat. L'indispensable convergence des luttes est à notre portée.**

### **La voix (enrouée) de son maître**

Lundi dernier, même les chefs les plus zélés pour faire passer les messages de la direction faisaient la tronche. Parce que défendre la rémunération de Ghosn, c'était quand même beaucoup, même pour eux...

Pas de quoi non plus les faire rejoindre le rassemblement de protestation contre le salaire du PDG devant le centre. C'est vrai que, contrairement à Carlos, on est tout à fait prêt à faire voter nos augmentations de salaires dans notre Assemblée Générale à nous, celle des travailleurs en lutte.

### **Un conseil de sourds**

A l'Assemblée Générale du 29 avril, 54 % des actionnaires de Renault ont désapprouvé la rémunération de Ghosn. Une première dans une entreprise du CAC 40. Mais le conseil d'administration s'est empressé de la valider ! Ghosn va donc pouvoir toucher 7,2 millions d'euros, en plus de ses 8 millions chez Nissan.

Même pour une partie des actionnaires, ça commence à faire un peu tâche. Mais Ghosn n'en a rien eu à faire. Du fric, toujours plus de fric reste sa seule ligne directrice !

### **Pas touche aux dividendes**

Pour les autres résolutions soumises au vote, les actionnaires de Renault ont été moins rebelles. 99.61 % ont voté pour l'augmentation de 26 % de leurs dividendes ! Les rémunérations indécentes, ce sont surtout celles qu'ils ne touchent pas.

### **Licencié pour délit d'expression**

Le prestataire viré du Technocentre pour avoir écrit un mail aux syndicats de Renault a été licencié pour faute grave. Son patron n'a pas apprécié que son renvoi du Technocentre sur ordre de Renault ait été relaté sur Internet. Pourquoi : il y avait quelque chose d'illégal et de révoltant à cacher ?

### **Un nouvel épisode houleux des Feux de l'Amour**

Suite à la décision du conseil d'administration de valider le salaire de Ghosn contre l'avis des actionnaires, Macron menace de légiférer. C'est pourtant lui qui a réduit la fiscalité sur les actions gratuites, dites de « performance », sous prétexte de « rémunérer les talents ». Grâce à lui, Ghosn a donc fait exploser cette forme

d'auto-rémunération qui représente 58 % de son salaire en 2015 (4,2 millions d'€).

« Je t'aime moi non plus », voilà le mauvais théâtre que se jouent ces matamores sur la scène médiatique...

### **Ça chauffe chez les pompiers**

Depuis des années Renault baisse le coût des contrats sur la sécurité et la sûreté du site, dégrade les conditions de travail notamment en demandant aux pompiers de faire la fouille de sac et les contrôles radar en plus de leurs prérogatives. Si on rajoute que certains continuent de faire la loi au service APS, il n'est pas étonnant que les salariés les plus anciens démissionnent les uns après les autres et que de jeunes recrues ne tiennent pas 2 mois.

Pendant que Renault gagne de l'argent, les pompiers travaillent en sous-effectif et c'est bien la sécurité de tous les salariés du site qui est mise à mal. Que la direction se méfie, à force de jouer avec le feu ...

### **Une info cachée au milieu de la propagande**

Grâce à un article du Parisien sur la présentation de la future Alpine au CTL, on apprend qu'il y a « 2300 employés » sur le site de Lardy. La direction, qui n'a jamais voulu donner le nombre exact de salariés d'entreprises prestataires a donc enfin lâché le morceau, au travers d'un coup de com'. Elle a simplement oublié de dire que la moitié de l'effectif (1100 salariés en plus des 1200 Renault) était donc en situation précaire.

Mais quand la colère qui découle de cette situation éclatera, la presse sera bien obligée de parler de la réalité plutôt que de nous servir la pub du patronat.

### **Grèce : nouvelle journée de grève**

Ports bloqués, métro, bus et trains arrêtés, hôpitaux en service minimum, mairies occupées, barrages d'agriculteurs et d'éleveurs : vendredi, la Grèce était paralysée par la quatrième journée de grève générale depuis la réélection du gouvernement Tsipras en septembre 2015. Cette fois, le gouvernement souhaite baisser de 15 % les retraites supérieures à 750 euros, et les retraités touchant plus de 2 000 euros perdront 40 %. Le plafond des revenus non imposables sera ramené à 9 100 euros. Contre les lois retraite en Grèce, la loi Travail en France, travailleurs de tous les pays, même combat !